

IV. - TUNISIE

L'année 1981 est l'année terminale du V^e plan de développement économique et social en Tunisie (1977/1981). C'est donc une année de bilan (1) et en même temps une année de transition au VI^e plan (1982/1986).

De manière générale l'année 1981 reproduit à une échelle plus large les traits structurels des années passées dont, en particulier :

a) Le déficit alimentaire qui a dépassé 100 MD en 1981 contre 16 MD à la veille du V^e plan et 88,3 MD en 1980 (2).

b) Le déficit commercial qui ne cesse de prendre de l'ampleur pour atteindre 766 MD en 1981 contre 500 MD en 1980.

c) Le déficit des opérations courantes qui a atteint 240 MD représentant 5,9 % du PIB (3). Ce besoin global de ressources a pu être comblé par les apports nets de capitaux extérieurs.

d) Le déséquilibre entre l'offre et la demande additionnelle d'emploi (48 000 emplois réalisés pour 60 000 demandes additionnelles).

En dépit des multiples efforts d'encouragement de l'Etat aux entreprises aussi bien agricoles qu'industrielles, l'année 1981 a été marquée par un taux de croissance modeste du PIB de l'ordre de 5 % (taux inférieur à la précision du budget économique (6,7 %).

La participation des différentes branches au PIB était inégale, non seulement en raison de l'apparition de facteurs internes (vicissitudes imposées par les aléas climatiques, difficultés internes; épuisement de quelques gisements pétroliers...) mais aussi en raison de la conjoncture économique et politique mondiale : (bonne relation avec l'Algérie,...).

TABLEAU I
PIB et valeurs ajoutées des branches
(aux prix constants) (en MD.) (72)

	1980	1981
Agriculture et pêche	490	522,5
Industrie manufacturière	(415,6)	(444)
Industrie non manufacturière	(683,9)	(673,0)
Total industrie	1 099,5	1 117,0
Services	1 446,5	1 566,5
PIB	3 510,0	3 685,0

(1) C'est pour cette raison que nous avons tenté tout le long de ce travail de comparer les résultats de l'année 81 avec les prévisions du V^e Plan.

(2) Commencé en 1974 et aggravé à partir de 1979 par suite de l'importante hausse des prix de certains produits alimentaires importés.

(3) Ce déficit était de l'ordre de 5,8 % du PIB pour la décennie écoulée.

Cependant quelques résultats de l'année 1981 surtout en matière d'investissement et de tourisme, ont permis d'améliorer les niveaux moyens réalisés au cours des 4 premières années du V^e plan rapprochant ainsi les résultats de celui-ci des prévisions comme l'illustre l'analyse sectorielle de la production.

I. - ANALYSE SECTORIELLE DE LA PRODUCTION

A. - LE SECTEUR AGRICOLE

En dépit des multiples mesures favorables pour relancer le secteur agricole la croissance de la valeur ajoutée (au prix constant de 1971) n'était que de 7,8 % au cours de l'année 1981 (contre 8,6 % prévu initialement par le budget économique). Le meilleur comportement de la céréaliculture et de la culture maraîchère n'a pas compensé l'évolution moins favorable de l'élevage et de la pêche.

a) La céréaliculture

La production céréalière a atteint en 1981 12,3 Mqx contre 12 Mqx prévus et 11,6 Mqx en 1980. Plusieurs facteurs ont contribué à cette amélioration de la production dont essentiellement :

- L'utilisation des désherbants chimiques.
- Les abondantes précipitations qui ont succédé aux chutes de neiges de janvier 1981.
- Le relèvement des prix à la production annoncé par les pouvoirs publics depuis mars 1980.
- L'assouplissement des modalités d'octroi des crédits de culture.

b) La culture maraîchère

Elle a enregistré une évolution favorable grâce à l'extension des superficies irriguées, à l'importation de semences requises (pomme de terre) et à la culture sous serres (323 ha en 1980 et 590 ha en 1981).

Ainsi la production de pomme de terre a été évoluée à 140 000 tonnes et celle de la tomate à 380 000 tonnes.

c) L'arboriculture

En raison de la sécheresse constatée durant la première moitié de l'automne la production n'a pas connu une augmentation remarquable comme l'illustre le tableau suivant :

TABLEAU II
Évolution de l'arboriculture
(en 1 000 tonnes)

	1980	1981
Olives à table	425	725
Agrumes	160	220
Raisin de cuve	94	100
Dattes	53	50
Amandes	37	35
Abricots	26	21,4
Autres	145	160

d) L'élevage

En dépit des mesures favorables visant la modernisation de cette activité (4), celle-ci est restée vulnérable aux variations climatiques et par conséquent peu performante. Ainsi la production était en régression de 1,4 % en 1981 contre une progression de 5 % retenue pour cette année.

e) La pêche

L'activité de pêche a été perturbée en 1981 par les intempéries exceptionnelles qui ont prévalu pendant l'hiver impliquant des dégâts importants aux infrastructures portuaires et aux engins de pêche et par les grèves de décembre des armateurs.

— Ainsi la production n'a atteint que 57 700 tonnes contre 60 000 tonnes l'année précédente (5).

(4) Ces mesures concrétisées par la libéralisation du prix de la viande ovine et la révision du prix de la viande bovine en 1979 et l'augmentation du prix du lait en 1980.

(5) Il est à signaler la création en novembre d'une société tuniso-française de pêche au capital de 200 000 dinars ayant pour objectif aussi bien la pêche maritime que le traitement, l'exploitation, la commercialisation et la distribution des espèces pêchées. La société de pêche de Tabarka au capital (25 MD) saoudien, libanais et tunisien permettra l'emploi de 900 personnes.

TABLEAU III
La production de pêche (mille tonnes)

	1980	1981	Croissance
Pêche au chalut.....	10,9	11,5	+ 55
Pêche au feu.....	20,8	20,6	- 1
Pêche côtière.....	23,7	21,8	- 8
Diverses.....	4,8	3,5	- 27,1
	60,2	57,5	- 4,5

Service : Rapport annuel de la Banque Centrale. Année 1981. Juillet 1982.

En somme, les régressions constatées dans la production de quelques activités agricoles se sont traduites par une exportation moins importante que prévue et une importation supérieure aux prévisions, de sorte que l'objectif de réaliser l'équilibre de la balance commerciale des produits alimentaires ne s'est pas trouvé concrétisé (voir les échanges extérieurs).

B. - LE SECTEUR INDUSTRIEL

L'activité industrielle a, dans l'ensemble continué à progresser, quoique le rythme ait été moins rapide que celui enregistré en 1980. Exprimée aux prix courants la valeur ajoutée industrielle se serait accrue en 1981 au taux élevé de 19 % mais aux prix constants à 6,2 % contre 8,2 % en 1980.

TABLEAU IV
Croissance de la V. Aj. en termes réels

	1980	1981
Mines.....	+ 12,1	+ 11,5
Energie et eau.....	+ 4,4	- 10
Industrie manuf. (6).....	+ 13,4	+ 12
Bât. et trav. publics.....	+ 2,8	+ 8,2
Ensemble du sec. indus. ..	+ 8,2	+ 6,2

Source : Rapport annuel de la BCT (1981, p. 66).

(6) Pour l'industrie manufacturière la croissance de la valeur ajoutée était comme suit :

	1980	1981
Indus. agro. alimentaire.....	3,5	16,8
IMCCV.....	22,9	13,8
IME.....	10,4	15,2
I Chimique.....	25	8,3
ITCH.....	10,1	5,9
I Diverses.....	12,2	14,2

Ce ralentissement de la croissance dans le secteur industriel s'explique principalement par la baisse de la production du pétrole brut et dérivés et par la décélération du rythme de croissance dans les industries de textiles : (5,5 % en 1981 contre 10,5 % en 1980).

En revanche la croissance s'est accélérée dans les industries agro-alimentaires (16,8 % en 1981 contre 3,5 % en 1980) et les industries mécaniques et électriques (15,2 % en 1981 contre 10,4 % seulement en 1980).

C. - LE TOURISME

L'année 1981 était une année exceptionnelle dans la mesure où les entrées de non résidents ont évolué à un taux élevé qui rappelle par son importance le grand bond enregistré en 1975 après les crises conjoncturelles des années 73-74.

Le nombre de touristes a dépassé les 2 millions de personnes (2,2 millions) contre 1,6 seulement l'année précédente (↗ de 38 %).

TABLEAU V
Evolution des principaux indicateurs de l'activité touristique

	Unité	1980	1981	Variation
Capacité d'hébergement.....	Mille lits	71,5	73,4	+ 2,7
Entrées de non résidents.....	Million	1,6	2,2	+ 37,5
N. Unités.....	Million	12,1	12,5	+ 3,3
Séjour moyen.....	Jour	7,6	5,8	- 23,7
Recettes touris. brutes.....	M. D.	260	295	+ 13,5
Dépenses par touriste et par unité.....	D.	21,5	23,7	+ 10,2

Source : BCT Bilan 1981, p. 87.

Outre l'afflux massif des Algériens (896 000 personnes contre 450 000 en 1980) il est important de noter le fort accroissement du nombre de visiteurs moyen-orientaux et la reprise des arrivées de Libyens après les années de défection (45 000 et 13 000 personnes contre 23 000 et 4 000 seulement en 1980).

Quant au nombre de Français en visite en Tunisie, il passe de 366 000 en 1980 à 378 000 en 1981.

Ainsi le tourisme a réalisé en 1981 un taux de croissance plus élevé que prévu (4,7 % contre 1,7 % seulement).

II. - LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

A. - ETUDE QUANTITATIVE DES INVESTISSEMENTS

Les investissements réalisés en 1981 (1 225 MD = 30 % du PIB) ont permis de consolider les progrès enregistrés pendant les trois premières années de la quinquennie écoulée. Pour l'ensemble du V^e plan les investissements ont totalisé 4 539 MD (30 % du PIB) contre une prévision initiale de 4 200 MD (29,8 % du PIB) :

TABLEAU VI
Comparaison des réalisations avec les prévisions d'investissement (en M. D.)

	Prévisions du V ^e Plan (pour la période)		Réalisation pour la période		Réalisation de l'année 1981	
	M. D.	%	M. D.	%	M. D.	%
Agricul. et pêche	500	11,9	584	12,9	162	13,2
Indus. non manuf.	1 085	25,8	1 022	22,5	290	23,7
Indus. manuf.	950	22,6	791	17,4	194	15,8
Services	1 289	30,7	1 727	38,1	491	40,1
Equipe. Collectifs	376	9	415	9,1	88	7,2
	4 200	100 %	4 539	100 %	1 225	100 %

Source : Ministère du plan.
Budget économique de 1982.

a) Les investissements agricoles

Passant de 147 MD en 1980 à 162 MD l'investissement dans le secteur agricole a permis le dépassement de l'enveloppe réservée par le plan à l'agriculture (584 MD au lieu de 500 MD). Cet effort d'investissement a été engendré principalement par le niveau élevé de l'investissement dans l'élevage, dans l'acquisition de matériels et d'équipements (machines, serres...) :

TABEAU VII
*Comparaison et évolution de l'investissement
dans l'agriculture (en MD)*

	Prévision du V ^e Plan	Réalisation	1980	1981
Hydraulique agricole	246	249,3	68,5	71,4
Matériel agricole.....	86	101,8	27,2	22,3
Elevage	55,8	70,5	13,9	16,2
Pêche.....	46,3	41	8,5	12,3
Arboriculture	35,4	29,7	5,8	7,8
	-	19,7	5,9	8,2
Forêts et CES.....	26,7	43,8	11,6	14,1
Etudes recherches.....	9	18,6	3,8	5,1
Autres.....	0,8	9,6	1,7	4,6
	500	584	146,9	162

Source : Budget économique 1982.
Bilan de 1981 et de la BCT.

b) Les investissements dans les industries manufacturières

A la suite du retard de réalisation de certains grands projets publics (sidérurgie, cimenterie, sucrerie...) l'investissement global dans les industries manufacturières n'atteint que 791 MD au lieu de 950 MD prévu pour l'ensemble du V^e plan.

Pour 81 les 194 MD d'investissement ont été ventilés comme suit :

TABEAU VIII
*Évolution/Ventilation de l'investissement manufacturier
(en MD)*

	1980	1981	% du total des investissements (81)
Indus. agro-alimentaire	33	55	4,5
IMCCV	40,1	49	4
IME.....	21,2	49	4
I CH	13,2	34	2,8
I Textile CH	15	19	1,6
I Diverses	11,8	13	1
	134,3	194	15,8

Source : Budget de 1982. Ministère du plan.

c) Les investissements dans les services

Estimés à 40,1 % du total des investissements réalisés en 1981, les investissements dans les services ont connu une croissance importante surtout dans le logement comme l'illustre le tableau suivant :

TABLEAU IX
*Évolution et ventilation de l'investissement
dans le secteur des services*

	1980	1981
Transport hors pipe line	145	157
Transport par pipe line	60	69
Tourisme	32	36,5
Logement	185	224
Autres	5,5	5,5
	<u>427,5</u>	<u>492,0</u>

Source : Ministère du plan.

B. - LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Il continue à être assuré en grande partie par des ressources intérieures à raison de 74,3 %. Le taux de financement extérieur a atteint en 1981 25,7 % contre 15,3 % seulement pour l'année 1980. L'épargne nationale qui a augmenté de 20 % en 1980 n'a progressé que de 8,1 % en 1981 pour n'atteindre que 943 MD (correspondant à 23,2 % du PNB contre 24,6 % en 1980).

Le système bancaire qui acquiert une nouvelle dimension du fait de la mise en place des nouvelles banques de développement a assuré à côté de l'Etat un rôle important dans la mobilisation des ressources et leur allocation (7).

(7) Les ressources additionnelles qui étaient mobilisées en 1981 par l'ensemble de ce système sont évaluées à près de 576 MD = ventilées comme suit :

	1981	Evolution en %
	MD	%
Fonds propres	110	19,1
Emprunts à moyen et long terme	29	5
Dépôt à terme et comptes d'épargne	142	24,7
Ressources budgétaires et recouvrement	115	20
Monnaie	165	28,6
Autres	15	2,6
	<u>576</u>	<u>100 %</u>

III. - EMPLOIS, SALAIRES ET PRIX

A. - L'EMPLOI

Année de mesures d'encouragement à la création d'emplois (8), l'année 1981 a connu une nette amélioration du niveau de l'emploi. En effet 48 000 emplois nouveaux ont été réalisés (46 700 prévus) contre 39 000 seulement en 1980.

Mais compte tenu des retards enregistrés au cours des 4 premières années du V^e plan, les réalisations en matière d'emploi sont restées en deçà des prévisions (- 12 %).

- Le courant de l'émigration a permis de placer à l'étranger un nombre accru de demandeurs d'emploi (7 693 personnes à l'étranger contre 3 816 en 1980. A cela s'ajoutent les 4 465 personnes employées par la Libye contre 1 716 en 1980).

B. - LES SALAIRES

Comme le pouvoir d'achat des consommateurs a été érodé au cours des dernières années une augmentation des salaires a été décidée en mars 1981 et modulée en fonction des catégories de salariés et du niveau de rémunérations perçues.

Ainsi le SMAG a été porté de 1,631 à 2 dinars par jour (+ 12,3 %) et le SMIG a été majoré de 18 % pour s'élever à 311 millimes l'heure.

L'augmentation a été de 10 dinars par mois pour les ouvriers payés au mois (55,586 D régime 40 H et 64,704 D régime 48 H/semaine).

(8) La loi 81/75 du 9 août 1981 relative à la promotion de l'emploi des jeunes donne droit à toute entreprise commerciale, industrielle, artisanale ou agricole, affiliée à un organisme de sécurité sociale acceptant de recruter des jeunes âgés de 17 à 25 ans titulaires d'un Diplôme d'enseignement secondaire et qui sont à la recherche de leur premier emploi, de bénéficier de 2 sortes d'avantages :

- subvention de l'Etat sur le Fonds de l'emploi des jeunes au cours de la période de stage fixée à un an (500 dinars par employé);

- exonération de la part patronale des cotisations sociales durant la période du stage et pendant les 3 années suivantes (Le nombre de stagiaires ne doit pas dépasser 25 % de l'effectif permanent de l'entreprise). Durant les 3 derniers mois ce système a permis le placement de 2 033 jeunes).

- la seconde loi 81/76 du 9 août 1981 a cherché à promouvoir l'emploi dans les petits métiers et dans l'artisanat.

Pour ceux rémunérés au-delà du SMIG, l'augmentation a pris la forme d'une indemnité complémentaire non imposable fixée à :

- 12,5 D pour les salaires compris entre le SMIG et 82 D.
- 15 D pour les salaires compris entre 82 D et 110 D.
- 17,7 D pour les salaires compris entre 110 et inférieur à 140 D.
- 20 D pour les salaires supérieurs à 140 D par mois.

Ainsi le salaire moyen a enregistré une augmentation de 165 dinars passant de 1 130 D en 1979 à 1 226 D en 1980 et 1 391 D en 1981. Mais si l'on tient compte de l'indice officiel du coût de la vie, le salaire réel s'établit à :

- 988,9 D en 1979.
- 968,3 D en 1980.
- 1 008,8 D en 1981.

La masse salariale a été de 990 MD pour 1979 (913 000 salariés); 1 150 MD pour 1980 (940 000 salariés), et de 1 359 MD pour 1981 (977 200 salariés).

C. - LES PRIX

L'évolution de l'indice des prix de gros (moyenne mensuelle de 12 mois) a connu une augmentation de 12,6 % en 1981 contre 10,8 % l'année précédente - et 7,3 % en 1979.

Quant aux prix à la consommation, ils ont connu un rythme d'accélération moins rapide que celui des prix de gros. L'indice spécifique des prix à la consommation familiale a progressé de 9 % contre 10,1 % en 1980.

Cette décélération n'a intéressé toutefois que le groupe de produits alimentaires puisque les prix des services, en l'occurrence l'habitat, les loisirs et les transports ont augmenté à des taux plus élevés que ceux enregistrés l'année 80.

IV. - LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

1) Les exportations

Totalisant 1 204,1 MD en 1981 contre 891,4 MD en 1980 les exportations ont été ventilées comme suit :

TABLEAU X
Les exportations FOB par groupement d'utilisation

	1980	1981
Alimentation humaine	38,9	106,9
Matières premières	666,1	866,1
Énergie	472,7	645,9
Prod. d'origine animale ou végétale	30,1	11
Prod. d'origine minérale	27,2	26,3
Autres demi-prod.	136,1	182,9
Produits finis	186,4	231,1
Total	891,4	1 204,1

Source : Institut National de la Statistique.

2) Les importations

La valeur des importations est passée de 1 391,7 MD en 1980 à 1970,3 MD en 1981. Ces importations sont groupées comme suit :

TABLEAU XI
Importations CAF

	1980	1981
Alimentation humaine	167,6	208,1
Matières premières	691,8	990,8
Énergie	273,4	466,7
Produits d'origine animale ou végétale	68,7	99,8
Produits d'origine minérale	52,8	75,3
Autres demi-produits	291,9	349,0
Produits finis	532,3	771,3
Total	1 391,7	1 970,3

Source : INS.

Ainsi nous constatons la baisse du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de 64 % pour l'année 80 à 61,1 % seulement pour 1981.

Ridha GOUÏA *

* Faculté de Droit et de Sciences économiques de Tunis.